

2 Politique

Après l'incendie d'un véhicule de police à Port-Gentil
Le PDG fustige " l'acte de violence"

J.K.M

Libreville/Gabon

Par l'entremise d'un des ses porte-paroles, le parti au pouvoir a, en outre, appelé les populations à demeurer vigilantes et à rejeter toute velléité de division.

CLÉMENCE Mezui Me Mboulou, un des porte-paroles du Parti démocratique gabonais (PDG), a condamné, vendredi dernier, au siège du PDG, "l'incendie avec explosion" survenu dans la nuit du 26 au 27 juillet dernier, à Port-Gentil, à bord d'un vé-

hicule de police stationné devant la base vie de l'état-major des policiers d'intervention de la capitale économique de notre pays. Elle s'est montrée d'autant indignée que "derrière cet acte, il y a la démarche de rejet des valeurs de concorde, d'union de respect de l'autre, de fraternité et de patriotisme, valeurs qui fondent notre chère patrie et qui doivent demeurer chères au cœur de chaque compatriote", a-t-elle lancé. Et d'ajouter : "Aucun Gabonais, aucun ami du Gabon ne peut rester indifférent devant la volonté manifestée par ceux qui, en se posant en voyous

antipatriotes, veulent voir voler en éclat notre vivre-ensemble".

Le ton particulièrement véhément, Mme Mezui Me Mboulou a appelé "tous les hommes politiques à la raison" en leur demandant "de condamner fermement et publiquement tous les discours, actes, toutes les démarches, manifestations dont l'objectif vise à diviser les Gabonais".

"Il s'agit pour le PDG de mettre les hommes politiques devant leurs responsabilités dont la première est d'éviter que s'installe sur notre sol, un engrenage de violence dont la population serait la principale victime",

a-t-elle clamé.

Avant de clore son propos, elle a exhorté "le gouvernement à intensifier ses efforts afin de répondre aux attentes pressantes des populations" et invité "nos valeureuses Forces de sécurité à prendre leurs responsabilités", afin d'assurer la protection des personnes et des biens et permettre aux populations de vaquer librement à leurs occupations. Tout en appelant ces dernières "à rejeter les propositions de participation à des actions de violence, d'où qu'elles viennent, à dissuader toute velléité de division et à rester vigilantes".



Photo : Adjia

Clémence Mezui Me Mboulou, Porte-parole du PDG, lors d'une précédente sortie.

Opposition

La CPNR félicite son leader

O'. N. & C. O.

Libreville/Gabon

Selon la Coalition pour la nouvelle République (CPNR), le périple de Jean Ping dans plusieurs pays européens aura été "fructueux". Elle l'a ainsi remercié, par la voix de Frédéric Massavala, pour "les efforts inlassables qu'il déploie afin de rétablir la vérité des urnes (...)"

LA Coalition pour la nouvelle République (CPNR) a, par la voix de Frédéric Massavala, l'un des membres de sa conférence des présidents, a fait une déclaration, vendredi dernier à son "QG". Objet: saluer le retour au pays de son leader Jean Ping, l'ancien

principal candidat de l'opposition à l'élection présidentielle du 27 août 2016. Ce dernier est arrivé mardi dernier au terme d'un périple qui l'a conduit en France, en Belgique et en Allemagne.

Occasion pour la CPNR, qui a jugé "fructueux" ledit périple, de "remercier et féliciter M. Ping pour les efforts inlassables qu'il déploie afin de rétablir la vérité des urnes et pour libérer notre pays (...)". Non sans rappeler la mobilisation observée mardi pour accueillir l'ancien président de la Commission de l'Union africaine. "C'est ainsi que mardi dernier, a dit Frédéric Massavala, plusieurs dizaines de milliers de Gabonais ont spontanément défilé vers l'aéroport de Libreville." Et d'ajouter :

"J'insiste, il s'agit de plusieurs dizaines de milliers de personnes et nous apprenons même de RFI qu'il y avait environ 47 000 personnes pour accueillir le président Jean Ping".

Revenant sur cette journée du mardi, la CPNR a noté que "la marche triomphale" qui a accompagné M. Ping à son "QG" s'est faite en toute discipline et responsabilité. Sans débordement aucun. "Grande a donc été la surprise des Gabonais de voir la police charger une foule pacifique", a déclaré l'orateur, relevant que "quatorze personnes ont été blessées, dont la liste et les photos sont disponibles". Tout comme, poursuivra-t-il, "de nombreux responsables de la Coalition ont été empêchés d'accéder à l'aéroport et ont été repoussés

de façon discourtoise et parfois brutale et avec des injures".

Ce qui a conduit la CPNR à rappeler: "la liberté d'aller et de venir sur le territoire gabonais est un droit reconnu à tous les Gabonais par notre Constitution...". Et d'interpeller : "Devons-nous rappeler que nos forces de sécurité et de défense ont pour mission noble d'assurer la sécurité des personnes et des biens et de protéger la dignité humaine?".

Pour conclure, Frédéric Massavala a dit qu'en définitive, "la Coalition pour la nouvelle République travaille inlassablement à l'avènement d'un nouveau Gabon débarrassé de la peur et du besoin. Elle sait que sa victoire est proche (...)".



Photo : Chris Oyame

Frédéric Massavala lors de la déclaration.

Congrès ordinaire de l'UPN

Daniel Tengue Nzoundo reconduit à la présidence

SM

Libreville/Gabon

L'UNION pour le progrès national (UPN) a tenu, hier, à la Chambre de Commerce de Libreville, son congrès ordinaire. A l'issue de ces assises, Daniel Tengue Nzoundo a été reconduit à la tête de ce parti politique de l'opposition dite modérée. Il sera épaulé de trois vice-présidents pour mener à bien cette mission médiane dont il a la charge depuis la création dudit parti.

Ces travaux auront également permis aux congressistes d'adapter les statuts et règlement intérieur, ainsi que plusieurs instances du parti "aux multiples évolutions aussi bien sur le plan national qu'à l'échelle internationale". Ce qui aura d'ailleurs, suscité d'âpres discussions au sein des commissions de travail.



Photo : Eric Laphéa

Le président du parti, Daniel Tengue Nzoundo, lors de son installation.

Aussi les congressistes se sont-ils livrés à l'analyse de la situation sociopolitique du Gabon. Sur ce sujet, ils ont invité les plus hautes autorités, en tête desquelles le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba, à la mise en œuvre des 264 Actes du Dialogue politique d'Angondjé. De même qu'ils ont exigé «le respect des délais

constitutionnels relatifs à la prorogation des mandats des membres des institutions constitutionnelles. À savoir, l'Assemblée nationale et le Conseil national de la Communication (CNC)». Ce parti politique entend désormais jouer sa partition dans la vie politique de notre pays. «C'est pour cette raison, a déclaré le prési-



Photo : Eric Laphéa

Des congressistes et quelques invités en salle.

dent réélu, que nous allons élaborer toutes les stratégies et actions, afin d'appliquer les recommandations ou résolutions dudit congrès pour préparer sereinement les futures échéances électorales par rapport aux perspectives et réalités sociopolitiques, économiques et culturelles de notre pays, en tenant

compte de l'évolution du contexte international». Toute chose qui passe nécessairement, comme l'indique le rapport final desdits travaux, par «l'amélioration et le renforcement des dispositions disciplinaires au sein du parti au cours du déroulement de ses activités. Ainsi l'organisation des activités produc-

tives et lucratives pour le fonctionnement du parti et son autonomisation financière»...

À noter cependant l'absence de l'ancien vice-président de cette formation politique, Aimé Christ Boda. Ce, malgré une notification par voie d'huissier de justice.